

L'espoir de mettre fin au « rêve d'Israël » : entretien avec Craig Mokhiber

Analyse, Article 20 décembre 2023

Par Jeff Wright, le 14 décembre 2023



Rechercher...

[Faire un don à l'agence](#)

[Je m'inscris à la newsletter](#)

[Je souhaite devenir bénévole](#)

Dernières actus



Gaza : 7870 enfants tués depuis le 7 octobre

[Lire la suite »](#)



L'espoir de mettre fin au « rêve d'Israël » : entretien avec Craig Mokhiber

[Lire la suite »](#)

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies à des fins de mesure d'audience.

[J'accepte](#)

[X](#)

L'intérêt pour la **lettre** acerbe de quatre pages que Craig Mokhiber, ancien directeur du bureau de New York du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a écrite le 28 octobre au Haut Commissaire Volker Turk – accusant les Nations Unies d'avoir échoué dans leur mission d'empêcher un « cas d'école de génocide » à Gaza – n'a pas faibli. La semaine dernière, près de 1 000 personnes du monde entier ont assisté à un séminaire en ligne avec Mokhiber, organisé conjointement par l'Alliance chrétienne palestinienne pour la paix (PCAP) et les Amis de Sabeel Amérique du Nord (FOSNA).

Mokhiber, avocat spécialisé dans les droits de l'homme internationaux, a travaillé pour les Nations Unies dans des fonctions de plus en plus importantes pendant plus de trente ans et a vécu à Gaza dans les années 1990. Après le webinaire de la semaine dernière, il s'est entretenu avec *Mondoweiss*. Voici une version légèrement modifiée de notre entretien.

Mondoweiss : Comment expliquez-vous le soutien continu de Joe Biden à la guerre dévastatrice d'Israël contre Gaza ?

Craig Mokhiber : Je dois dire que cela ne me surprend pas. Depuis des décennies, les États-Unis ont accompagné Israël dans toute une série d'attaques contre les populations civiles palestiniennes. En ce qui concerne la situation actuelle, j'ai dit que les États-Unis commettaient une complicité légale telle que définie par la Convention sur le génocide. La complicité est un crime spécifique en vertu de la Convention [des Nations unies de 1948] pour la prévention et la répression du crime de génocide. Dans le passé, lorsque des génocides se produisaient, le péché des États-Unis était de n'avoir rien fait pour les arrêter.

« Les États-Unis se rendent coupables de complicité juridique au sens de la convention sur le génocide. »

Lorsque le génocide s'est déroulé au Rwanda, une affaire que j'ai suivie de très près dans le cadre de mon travail précédent, les États-Unis ont donné des instructions à leurs missions diplomatiques pour qu'elles n'utilisent pas le mot génocide. Ils avaient compris que s'ils utilisaient ce mot, ils seraient contraints par le droit international de prendre des mesures pour l'arrêter. Ils ne voulaient pas le faire.

Dans ce cas, ce n'est pas seulement qu'ils n'ont pas pris de mesures pour y mettre fin. Ils y ont activement participé. Pendant que ces atrocités se déroulaient en temps réel, les États-Unis armaient, finançaient, fournissaient un soutien en matière de renseignement et une couverture diplomatique – et



À Gaza, Israël utilise la famine comme arme de guerre

[Lire la suite »](#)

Suivez-nous



Inscrivez-vous à la newsletter

VOTRE PRÉNOM

ADRESSE E-MAIL

JE M'INSCRIS

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies à des fins de mesure d'audience.

J'accepte

X

continuer à commettre ces actes. Il s'agit là d'une complicité au regard du droit international. Et cela explique pourquoi le *Center for Constitutional Rights (Centre pour les droits constitutionnels)* a entamé une action en justice pour les tenir responsables de ce crime spécifique dans le cadre de la Convention sur le génocide.

M. Biden fait ce que tous les démocrates et républicains ont fait depuis des décennies. Dans le cas présent, où les actions d'Israël s'apparentent à un génocide, il est particulièrement remarquable parce que, premièrement, il expose les représentant-e-s du gouvernement américain à des poursuites judiciaires en matière de génocide. Deuxièmement, il ne fait aucun doute que M. Biden paie un coût politique très élevé. Il se prépare l'année prochaine à une élection compétitive, probablement contre Donald Trump, où ils étaient au coude à coude. Il a maintenant perdu un soutien important parce qu'il a perdu des voix en raison de ce que les Américain-e-s considèrent comme son soutien inconditionnel aux activités d'Israël. Il a perdu le soutien de la communauté juive progressiste, des Américain-e-s arabes, des Américain-e-s musulman-e-s, des Afro-Américain-e-s et des jeunes. Tous-tes se sont aligné-e-s contre l'assaut israélien. Je ne peux pas imaginer que l'équipe de Biden n'était pas consciente de ces coûts politiques.

Mais le degré d'emprise politique des institutions politiques américaines est aujourd'hui si absolu qu'elles ne se soucient même pas de ce que pense le peuple américain. Les sondages ont montré que la grande majorité des Américain-e-s – républicain-e-s et démocrates – s'opposent à cet assaut et souhaitent un cessez-le-feu et une réduction de l'aide apportée à ce processus. Si l'on ne se contente pas d'examiner la rhétorique des membres du Congrès, de part et d'autre de l'allée, du département d'État et de l'ensemble du pouvoir exécutif, d'une part, et la position du peuple américain, d'autre part – avant même d'évoquer une position morale ou juridique, qui sont également de l'autre côté -, on constate à quel point le fossé s'est creusé entre ce que veut le peuple américain – la décence humaine, la moralité, les droits de l'homme, le droit international – et la position des représentant-e-s élu-e-s et de l'administration.

Il y a des gens qui profitent de cette situation – des fabricants d'armes, des entreprises technologiques et des groupes de pression israéliens qui sont tous dans le coup, à 100 % – et qui utilisent toute l'influence qu'ils ont, la pression, la carotte et le bâton, pour s'assurer que les États-Unis restent complètement alignés sur la purge ethnique d'Israël dans la bande de Gaza.

Mondoweiss : Parlez de la conversation qui a lieu actuellement entre « l'État de droit » et « l'ordre fondé sur des règles »

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies à des fins de mesure d'audience.

J'accepte

X

Craig Mokhiber : Cette expression, l'ordre fondé sur des règles, a été inventée dans les couloirs du département d'État. Elle ne signifie rien en droit international. Elle est devenue un moyen de contourner les spécificités du droit international, car les obligations des États-Unis sur la scène internationale sont encadrées par le droit international, tout comme les obligations de chacun des 193 pays sont encadrées par ce même droit international. Les États-Unis n'ont pas été de bons amis du droit international en général.

« Il existe une longue tradition de dédain américain pour le droit international. »

Mais il existe une longue tradition de dédain américain pour le droit international. En ce qui concerne le droit international des droits de l'homme, le cadre législatif mis en place depuis la Seconde Guerre mondiale pour s'assurer que les États ne peuvent pas abuser de leur pouvoir pour soumettre des personnes à des violations des droits de l'homme telles que la torture, les exécutions sommaires, les arrestations et détentions arbitraires, le refus de soins de santé, de nourriture, de logement, d'eau et d'assainissement, la discrimination, les États-Unis sont l'un des pays qui a le plus mauvais taux de ratification des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il y a 193 pays dans le monde. Tous ont ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant, le traité qui protège les droits de l'homme des enfants, à l'exception d'un seul pays, les États-Unis d'Amérique, le seul pays de la planète à ne pas avoir ratifié le principal traité de protection des droits de l'enfant. C'est un symbole de leur attitude générale à l'égard du droit international.

La Constitution américaine stipule que le droit international est la loi du pays. Les traités ratifiés par les États-Unis sont la loi du pays. Mais lorsque vous entendez des discussions dans les tribunaux américains, par exemple – la tradition juridique des États-Unis est très hostile au droit international -, ils qualifient le droit international de « droit étranger ». Ce n'est pas du droit étranger, c'est votre droit, vous en faites partie, vous avez contribué à son élaboration et vous y avez adhéré volontairement. Les États-Unis ne sont donc pas de bons amis du droit international.

Les États-Unis refusent de ratifier le Statut de Rome. Les États-Unis s'opposent aux efforts déployés pour que les auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, de nettoyage ethnique, de génocide et de violations flagrantes des droits de l'homme répondent de leurs actes devant les mécanismes internationaux si l'auteur est un de leurs amis. Ils bloquent, sapent, empêchent, salissent

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies à des fins de mesure d'audience.

J'accepte

X

internationale tente de prendre des mesures à l'encontre d'un-e ressortissant-e américain-e ou de l'un de ses alliés, elle risque de faire l'objet d'une intervention militaire américaine. Le Congrès a en effet adopté une loi, surnommée « **loi d'invasion de La Haye** », qui stipule que les États-Unis sont autorisés à utiliser la force militaire pour attaquer la CPI à La Haye afin de s'emparer d'une personne dont ils ne veulent pas qu'elle soit poursuivie. En d'autres termes, pour libérer un criminel de guerre.

Ce mépris absolu pour le droit international s'exprime également dans d'autres domaines. Depuis de nombreuses années, la tendance au sein de la communauté internationale est à l'abolition de la peine capitale. Les États-Unis font figure d'exception avec une petite poignée d'États qui pratiquent et défendent encore la peine capitale : La Corée du Nord, l'Arabie Saoudite et quelques autres. Les États-Unis défendent agressivement cette position dans les enceintes internationales et s'opposent à toute action au sein des Nations Unies visant à faire progresser l'interdiction ou l'abolition de la peine capitale – un autre exemple de mépris pour le développement progressif du droit international.

Il existe un mythe dans ce pays selon lequel les États-Unis sont un leader en matière de droits de l'homme dans le monde. Depuis quarante ans que je participe au mouvement international des droits de l'homme, je n'en ai jamais vu la preuve. Les États-Unis ont pour politique officielle – démocrates et républicains – de s'opposer au programme international des Nations Unies contre le racisme. Tout à fait remarquable, le programme de l'ONU est un programme banal de lutte contre le racisme dans le monde. Les États-Unis s'opposent activement à toute action dans le cadre du programme antiraciste. Les États-Unis font partie des quelques quatre États du monde qui n'ont pas approuvé la Déclaration internationale sur les droits des peuples autochtones lorsqu'elle a été adoptée.

« L'idée d'un leadership américain en matière de droits de l'homme au niveau international est un mensonge créé à Washington. »

L'idée d'un leadership américain en matière de droits de l'homme internationaux est un mensonge qui a été créé à Washington, qui a été répété à l'envi, mais dont se moquent les personnes extérieures aux États-Unis, celles qui connaissent le bilan réel des États-Unis, Les Afro-Américain-e-s, les autochtones, le complexe industriel carcéral, le refus de soins de santé, toute la gamme des droits de l'homme codifiés dans la Déclaration internationale des droits de l'homme, des droits refusés à tant d'Américain-e-s. En fait, ni chez eux, ni dans leur comportement à l'étranger, ni dans leur positionnement dans le système international, les États-Unis n'ont été un leader en matière de droits

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies à des fins de mesure d'audience.

J'accepte

X

mandat de Jimmy Carter.

Mondoweiss : Qu'est-ce qui vous fait avancer ?

Craig Mokhiber : La colère.

Je n'ai aucune tolérance pour l'injustice. J'ai grandi dans une atmosphère de désindustrialisation, de dépression économique, de division raciale et de dégradation de l'environnement à partir des années 1960 dans une ville de la « ceinture de rouille », un endroit célèbre pour ses catastrophes environnementales comme *Love Canal*, célèbre pour les industries chimiques qui y étaient implantées et qui ont dégradé l'environnement et créé une économie locale dépendante. Lorsqu'ils sont partis, ils ont laissé derrière eux une main-d'œuvre dévastée, une assiette fiscale dévastée et une communauté dégradée. Les abus policiers des décennies précédentes, le racisme et toutes les choses qui définissent l'injustice et la privation. Je pense que cela m'a rendu très sensible à l'injustice. Ces choses n'étaient pas un accident de la nature. Elles découlent d'un système qui privilégie certains et impose des charges à d'autres.

Lorsque je suis allé à l'université à Buffalo dans les années 1980, cette conscience locale s'est transformée en conscience internationale à mesure que j'en apprenais davantage sur ce que nous imposons aux autres pays. En particulier, les impacts que nous avons, les impacts négatifs que nous avons sur les peuples du monde entier. C'était une époque où les États-Unis soutenaient encore l'apartheid en Afrique du Sud. Ils soutenaient les escadrons de la mort en Amérique centrale. Ils soutenaient même la persécution et la dépossession du peuple palestinien.

J'ai découvert qu'il existait dans le monde des personnes partageant les mêmes idées qui agissaient solidairement pour lutter en faveur d'une vision différente, fondée sur un ensemble de principes universels appelés « droits de l'homme ». Et qu'ils réussissaient parfois. C'est ce qui me pousse à continuer : la solidarité avec les victimes, avec les personnes qui se soucient de leur sort et avec les mouvements de défense des droits de l'homme partout dans le monde. Cela peut être puissant.

Mondoweiss : Je pense à l'action du JVP qui a fermé la gare centrale de New York, à une autre qui a occupé la Statue de la Liberté, et à une action menée au début du mois qui a fermé un grand carrefour à Denver pendant la conférence mondiale du Fonds international juif.

agit au nom des Juifs-des – a été balayé. »

D'un seul coup, ces défenseurs-euses juifs-ves des droits de l'homme ont balayé d'un revers de main le discours de la hasbara diffusé par Israël, à savoir qu'il agit au nom des juifs-ves. Israël est un État. Il ne représente pas le peuple juif. Ses crimes sont les siens. Il en est le seul responsable. Ce rassemblement de juifs-ves, de musulman-e-s, de chrétien-ne-s, d'agnostiques, de défenseurs-euses des droits de l'homme, d'activistes de la paix et d'autres, déclarant que le génocide n'est pas quelque chose qui peut être autorisé au 21e siècle, est une source d'inspiration.

Mondoweiss : Voyez-vous des signes de changement au sein des Nations Unies ?

Craig Mokhiber : Chaque fois que je parle de l'ONU, je tiens à préciser de quelle ONU il s'agit. L'ONU est un réseau complexe d'organisations et de bureaux. Il y a l'ONU la plus visible, qui est le côté politique de la maison, des choses comme le Conseil de sécurité, d'autres organes intergouvernementaux, le Secrétaire général et les hauts responsables politiques. Cette partie des Nations Unies est en difficulté. Cette partie des Nations Unies s'est égarée. Elle a cédé à l'opportunisme politique. Elle a cédé à l'inquiétude, craignant que des États puissants ne la punissent si elle tente d'adopter une position de principe. C'est très dangereux. C'est là que la pression doit être exercée.

Mais il y a l'autre face des Nations Unies, qui est le moteur des Nations Unies, tous ces fonctionnaires des Nations Unies qui travaillent dans le domaine humanitaire, dans le domaine des droits de l'homme et dans le domaine du développement, qui sont là parce qu'ils détestent la pauvreté, ils détestent l'injustice, ils détestent la guerre, et ils travaillent pour essayer de mettre un terme à ces choses. Ces personnes – y compris plus de 138 travailleurs-euses de l'UNRWA à Gaza et leurs familles qui ont été assassinés par Israël au cours des dernières semaines – bénéficient de toute ma solidarité, et il en sera toujours ainsi. Je ne les critique pas. Mais ils et elles ont été abandonné-e-s par les dirigeant-e-s politiques des Nations Unies.

Et les compromis que l'ONU fait par peur du gouvernement des États-Unis, par peur du lobby israélien, par peur des États occidentaux comme le Royaume-Uni, l'Allemagne et d'autres, compromettent réellement sa position morale et affaiblissent sa capacité d'action. Il en va de même pour la Cour pénale internationale.

Craig Mokhiber : La CPI n'est pas une institution des Nations Unies, mais c'est une institution internationale importante qui a été créée pour tenter d'offrir une chance de justice aux victimes de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide. Au lieu de cela, elle est devenue un mécanisme qui ne veut se concentrer que sur les pays du Sud, poursuivre les dirigeants africains et quelques autres, et qui refuse de faire quoi que ce soit qui puisse déplaire à l'Occident. L'exemple le plus évident est la rapidité avec laquelle ils ont agi en ce qui concerne les allégations de crimes de guerre par la Russie en Ukraine, en initiant une action dans les jours qui ont suivi, et la façon dont ils ont intentionnellement et corruptiblement traîné les pieds pour agir afin d'éviter de prendre des mesures sur les violations israéliennes en Palestine, en dépit du fait que ces cas ont été introduits il y a des années.

« Le problème actuel est le procureur [de la CPI], Karim Khan, qui est totalement corrompu politiquement et qui est en train d'éroder la réputation de la Cour. »

Le problème actuel est le procureur [de la CPI] Karim Khan, qui est totalement corrompu politiquement et qui est en train d'éroder toute la réputation de la Cour en raison de sa partialité et de son obséquiosité à l'égard des intérêts occidentaux. Il serait vraiment dommage que la Cour pénale internationale ne se libère pas de la mainmise politique et de la corruption dont elle a fait l'objet, principalement par l'intermédiaire du bureau du procureur. Elle pourrait rapidement perdre sa pertinence et s'effacer dans l'histoire, ce qui serait une honte pour les personnes qui se sont mobilisées pendant des décennies pour créer la Cour parce qu'elles voulaient que les auteurs de crimes puissants aient à répondre de leurs actes. Ce serait une perte pour tout le monde.

C'est la même chose que pour la Déclaration universelle des droits de l'homme. Si Israël s'en tire avec des crimes de guerre massifs, des crimes contre l'humanité, un nettoyage ethnique et un génocide à Gaza et en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, si le message est que ces règles établies après la Seconde Guerre mondiale ne s'appliquent pas aux États-Unis et à leurs alliés, ce sera le début de la fin de l'ensemble du cadre international. Car qui osera revendiquer ces mécanismes et instruments après avoir entendu les États-Unis dire qu'ils ne s'appliquent pas à eux ou à leurs amis, mais qu'ils s'appliquent à tous les autres. Ce sera la fin. Et ce sera une perte pour nous tous.

Mondoweiss : *Peut-être une perte pour des décennies...*

Craig Mokhiber : Absolument, peut-être définitivement. Ces mécanismes font partie des rares choses qui s'interposent entre, d'une part, les êtres humains qui veulent que leur dignité et leurs droits soient

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies à des fins de mesure d'audience.

J'accepte

X

leurs agences de renseignement.

Mondoweiss : Que voyez-vous pour le lendemain ?

Craig Mokhiber : Je pense qu'Israël accélère maintenant son action pour atteindre son objectif initial de purge ethnique de Gaza, qui fait partie du projet plus large qui a commencé en 1947. Je pense qu'il accélère également ses efforts de purge ethnique en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Je pense qu'il s'agit d'un moment historique dans lequel Israël veut faire autant de progrès sombres que possible pour consolider son projet ethno-nationaliste de colonisation. Les infrastructures physiques ont déjà été détruites au point que tous les éléments essentiels à la vie, à la nourriture, à l'eau, à l'électricité, à la vie culturelle, aux églises et aux mosquées, aux écoles, aux poètes et aux auteurs-rices, ont disparu.

« Je pense qu'Israël accélère maintenant son action pour atteindre son objectif initial, à savoir la purge ethnique de Gaza, qui fait partie d'un projet plus vaste qui a débuté en 1947. »

Je pense qu'ils essaieront d'en finir le plus possible dans les prochaines semaines, puis d'empêcher toute reconstruction ou tout retour significatif, avec l'intention de forcer les gens, les survivant-e-s, à choisir entre rester dans le sud de Gaza dans des conditions misérables et insoutenables ou passer la frontière à Rafah pour vivre le reste de leur maigre existence dans des tentes dans le Sinaï ou être envoyés dans la diaspora vers d'autres pays afin que la purge ethnique de la Palestine progresse encore un peu plus.

Que se passera-t-il ? Cela sera-t-il toléré ? Il est probable que des accords soient déjà passés en coulisses entre les Américains et d'autres, afin de s'assurer qu'Israël réussisse le nettoyage ethnique de Gaza. Je pense qu'ils commenceront alors, comme ils l'ont déjà fait, à accélérer la persécution en Cisjordanie. Ils ont déjà procédé à l'épuration ethnique d'un certain nombre de villages, enfermé beaucoup, beaucoup plus de prisonnier-e-s, imposé des conditions qui rendent la vie de plus en plus insupportable dans l'espoir de pousser de plus en plus de gens à quitter la Cisjordanie également. Ainsi, leur vision d'un État d'apartheid, suprémaciste, colonisateur et ethno-nationaliste sera consolidée, comme le dit l'adage, « de la rivière à la mer ».

Ils s'en tirent grâce à la complicité des États-Unis, du Royaume-Uni et d'un certain nombre de pays européens. Ils s'en tirent grâce à l'échec des structures juridiques internationales d'après guerre et

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies à des fins de mesure d'audience.

J'accepte

X

de ces organismes ne va soudainement se lever et adopter une position de principe, ce qui signifie que l'espoir de les empêcher de s'en tirer avec un génocide, l'espoir de mettre fin à leur rêve fiévreux d'un État ethno-nationaliste, oppressif et exclusiviste repose sur les gens ordinaires en Israël, en Palestine et dans le monde entier.

Il y a de l'espoir parce que des millions de personnes se lèvent dans le monde entier, des juifs-ves, des chrétien-ne-s, des musulman-e-s et, comme je l'ai dit, des défenseurs-euses des droits de l'homme, des militant-e-s pour la paix, des syndicats et d'autres encore. Ils et elles se lèvent et disent non. Et si cela continue, si les gens peuvent être tenus responsables devant les tribunaux, tenus responsables économiquement par des boycotts, des désinvestissements et des sanctions, par la désobéissance civile et des manifestations de masse dans les pays occidentaux dans le cadre d'un mouvement anti-apartheid croissant, Israël ne s'en tirera plus avec les crimes dont il s'en tire depuis maintenant 75 ans. La victoire de la vision des droits de l'homme dépendra du succès de notre lutte contre l'apartheid et la persistance de la Nakba.

Espérons que nous commencerons à démanteler l'apartheid en Israël et en Palestine, à démanteler l'ethno-nationalisme et à œuvrer en faveur d'un État fondé sur les droits de l'homme et l'égalité pour les chrétien-ne-s, les musulman-e-s et les juifs-ves. C'est ce que les gens exigent dans le monde entier. Et si nous pouvons exercer une pression suffisante par le biais de toutes ces mesures pacifiques, nous pourrions peut-être assister à un renversement de tendance qui prendra beaucoup de temps, comme ce fut le cas en Afrique du Sud, et nous pourrions peut-être voir un changement dans la trajectoire très sombre sur laquelle le monde se trouve aujourd'hui.

La grande ironie de 1948, c'est que l'année même de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'année même de l'adoption de la Convention sur le génocide, est aussi l'année de la Nakba en Palestine – la première purge ethnique génocidaire de la Palestine – et l'année de l'adoption de l'apartheid en Afrique du Sud.

Mondoweiss : Qu'avez-vous remarqué, qu'est-ce qui vous a surpris depuis que vous avez envoyé votre lettre au Haut Commissaire ?

Craig Mokhiber : Ce qui me frappe, c'est qu'il y a des gens qui déclarent avec enthousiasme – Yeats a écrit que « les meilleurs manquent de conviction, tandis que les pires sont pleins d'intensité passionnée » – et avec colère leur soutien au génocide israélien à Gaza et dans le territoire palestinien, alors que vous voyez les corps brisés de bébés, de femmes et d'hommes et la destruction

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies à des fins de mesure d'audience.

J'accepte

X

contre une population civile sans défense et d'entendre les manières profondément racistes dont ils expriment ce soutien, apparemment inconscients de l'immoralité de leur position, est quelque chose qui m'a beaucoup frappé.

« L'autre élément qui me semble unique, et que nous n'avons peut-être pas vu depuis l'époque de McCarthy, est l'attaque organisée contre les défenseurs-euses des droits de l'homme aux États-Unis. »

L'autre élément qui me semble unique, que nous n'avons peut-être pas vu depuis l'époque de McCarthy, mais qui me semble encore plus effrayant à ce stade, est l'assaut organisé contre les défenseurs-euses des droits de l'homme aux États-Unis, qui a maintenant mobilisé le Congrès américain, le pouvoir exécutif, les universités qui ont cédé à cette idée horrible, la législation adoptée à la fois au niveau des États et au niveau fédéral pour interdire la liberté d'expression destinée à défendre les droits de l'homme des Palestiniens. Je n'ai jamais rien vu de tel de mon vivant. C'est extrêmement dangereux, il faut y mettre un terme et c'est une violation des droits de l'homme internationaux – une attaque ouverte contre les normes de la liberté d'expression, de la liberté d'association, de la liberté de réunion. C'est une violation des droits des défenseurs-euses des droits de l'homme, une violation des droits fondamentaux de chacun dans ce pays de s'opposer aux violations des droits de l'homme. La manière dont ce projet a été organisé et proposé est sans précédent dans notre histoire et est extrêmement dangereuse.

Mais il est également vrai que de jeunes étudiant-e-s courageux-euses, des contractuel-le-s du gouvernement, des gens ordinaires refusent d'être intimidé-e-s et de se taire, qu'ils défilent par milliers dans les rues au risque d'être arrêté-e-s et battu-e-s par la police – non seulement aux États-Unis, mais également en Europe, où ces actions ont été interdites. Il est très effrayant de constater qu'un État étranger – qui pratique l'apartheid et le colonialisme de peuplement et qui est impliqué dans un véritable génocide – est en mesure d'influer sur le droit et la politique aux États-Unis et dans d'autres pays afin de violer les droits de l'homme des habitant-e-s de ces pays. Ce qui est encourageant, c'est que les gens ne se laissent pas réduire au silence. Le nombre de ceux qui se lèvent va augmenter. Je pense que l'histoire jugera très sévèrement cette époque et ceux qui ont participé à ce type de répression aux États-Unis. Nous devons travailler d'arrache-pied pour faire en sorte que ce jugement intervienne le plus tôt possible.

Craig Mokhiber : J'avais prévu de rentrer à la maison, de m'installer, d'écrire et de penser sans contrainte. Mais comme on dit, si vous voulez faire rire Dieu, faites-lui part de vos projets. Mon projet est de continuer à travailler en solidarité avec les mouvements de défense des droits de l'homme partout dans le monde, et en particulier ici, dans ce pays. La ligne de front des droits de l'homme pour tant de personnes dans le monde se trouve ici même, aux États-Unis, au cœur de l'Empire. Ceux et celles qui vivent ici ont l'obligation particulière d'élever la voix quand c'est nécessaire. C'est mon plan.

Mondoweiss : *Craig, votre lettre de démission était incroyable. Avez-vous eu des nouvelles de votre patron ?*

Craig Mokhiber : Je n'ai jamais eu de réponse d'aucune sorte. Un silence total.

Jeff Wright est un pasteur ordonné de l'Église chrétienne (Disciples du Christ).

Source : [Mondoweiss](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine